

Entrevue avec Sacha Briand, adjoint au maire de Toulouse et vice-président de la Métropole

Toulouse, 8 février 2021

Compte tenu du contexte de crise sanitaire et du démantèlement orchestré des services des Finances, nous avons souhaité rencontrer l'adjoint chargé des finances de la ville de Toulouse, qui nous a reçu en qualité de vice-président de la Métropole, pour l'interpeller sur les conséquences des suppressions d'emplois mais aussi de la poursuite effrénée de réformes structurelles mises en œuvre par la DGFIP sur la gestion des collectivités territoriales.

Nous avons montré le rôle essentiel joué par nos services durant cette crise :

- dans la gestion des collectivités locales et établissements de santé,
- auprès des entreprises par la gestion des remboursements de crédits de TVA et du fonds de solidarité,
- auprès des contribuables durant la campagne sur le revenu et sur les questions de la retenue à la source, en mode dégradé.

La DGFIP a largement contribué à la continuité des missions de l'État et des collectivités territoriales. Et cela dans des conditions difficiles, de manière quasi invisible.

Et pourtant, dans ce contexte très tendu, la DGFIP entend poursuivre voire accélérer les réformes structurantes en instaurant un nouveau réseau de proximité, en supprimant des sites attenants, en s'engageant dans la démétropolisation, en revenant sur les principes de séparation ordonnateur/comptable, de la chaîne comptable et du recouvrement forcé. Tout cela sur fond de suppressions d'emplois et de recrutement de contractuels !

De ce constat, l'élu n'a pas semblé s'émouvoir, estimant que son rôle n'était pas d'intervenir dans le fonctionnement de l'État.

Quant à **la séparation ordonnateur/comptable**, il **la juge désuète** sans pour autant adopter l'agence comptable pourtant fortement colportée par notre DRFiP/VRP.

Précurseur à toute nouveauté, la ville de Toulouse et Toulouse Métropole se sont engouffrées dans le contrôle allégé de la dépense et l'expérimentation de la certification des comptes et **l'élu émet seulement des réserves sur cette dernière en raison... du coût financier !!!** En écho, nous avons, bien évidemment, fait référence à l'honnêteté sans faille des études, notamment du côté de la région parisienne, comme l'a démontré l'affaire Balkany.

Nos arguments sur le démantèlement des services et le délitement des savoir-faire au profit de l'organisation par pôles fonctionnels, les impacts sur la sécurisation de la gestion des deniers publics ne l'ont pas touché. Pire, **Sacha Briand loue des contre-réformes comme le prélèvement à la source qui, selon lui, n'a eu aucun impact pour ses services.**

Nous avons terminé sur la gratuité des cantines scolaires ou des transports et Sacha Briand a conclu en beauté par cette réponse : *"vous n' imaginez pas à l'époque où existait la gratuité des cantines, le volume de denrées que nous jetions..." !!!*

Certes, nous n'avons pas la naïveté de faire de notre interlocuteur un compagnon de lutte mais, il aurait pu manifester un quelconque intérêt à défendre la qualité des services publics, mise à mal par le manque de moyens et les restructurations à tout-va. Même pas ...